



POUR PUBLICATION IMMÉDIATE  
Le 22 janvier 2009

COMMUNIQUER AVEC : Jeremy Harrison  
613 782-8782

### **La Banque du Canada publie la *Mise à jour du Rapport sur la politique monétaire***

OTTAWA – La Banque du Canada a publié aujourd’hui la *Mise à jour* de janvier du *Rapport sur la politique monétaire*, dans laquelle elle examine les tendances économiques et financières actuelles au regard de la stratégie qu’elle poursuit pour la maîtrise de l’inflation au Canada.

Dans cette mise à jour, la Banque signale que les perspectives de l’économie mondiale se sont détériorées depuis la parution du *Rapport sur la politique monétaire* d’octobre, la crise financière grandissante s’étant propagée à l’activité économique réelle. L’incertitude accrue mine la confiance des entreprises et des ménages à l’échelle du globe et fait reculer davantage la demande intérieure. Les grandes économies avancées, dont le Canada, sont maintenant en récession et les pays à marché émergent sont de plus en plus touchés. Les cours des produits de base – en particulier ceux de l’énergie – se sont repliés en raison de l’affaiblissement très prononcé de la demande mondiale.

La stabilisation du système financier mondial est une condition préalable à la reprise économique. Aussi, les gouvernements et les banques centrales interviennent-ils de façon énergique et concertée afin de favoriser cette stabilisation. Des signes indiquent que ces mesures exceptionnelles commencent à porter leurs fruits, même s’il faudra du temps avant que les conditions financières redeviennent normales. En outre, d’importantes mesures de relance monétaire et budgétaire sont mises en place partout dans le monde.

Il est également indiqué dans cette mise à jour que les exportations canadiennes sont en forte baisse et que la demande intérieure se replie sous l’effet de la diminution des revenus réels, de la richesse des ménages et de la confiance. L’activité économique au Canada devrait se contracter jusqu’au milieu de 2009, entraînant un recul de 1,2 % cette année du PIB réel annuel. Comme les mesures prises par les pouvoirs publics devraient commencer à produire les effets souhaités au pays et à l’étranger, et à la faveur de la dépréciation passée du dollar canadien, le PIB réel devrait se redresser et enregistrer une hausse de 3,8 % en 2010.

L’élargissement de l’écart de production tout au long de 2009 et le recul modeste des prix des logements devraient entraîner une réduction de l’inflation mesurée par l’indice de référence, laquelle toucherait un creux de 1,1 % au quatrième trimestre. Le taux d’augmentation de l’IPC global devrait être négatif pendant deux trimestres en 2009, en raison de la chute des prix de l’énergie par rapport à l’année dernière. Étant donné que les attentes d’inflation sont fermement ancrées, le taux d’accroissement de l’indice de référence et de l’IPC global devrait regagner la cible de 2 % au premier semestre de 2011, alors que l’économie retournera à son potentiel.

Les facteurs mondiaux font peser d'importants risques, tant à la hausse qu'à la baisse, sur la projection relative à l'inflation. Parmi les risques à la hausse, l'économie mondiale pourrait être en meilleure posture si les mesures de relance budgétaire mises en œuvre à l'échelle internationale se révélaient plus expansionnistes que prévu, ou si les actions énergiques qui ont été menées par les autorités des grandes économies restauraient la confiance plus vite qu'on ne l'envisage. Pour ce qui est des risques à la baisse, la récession mondiale pourrait être plus profonde et plus prolongée dans le cas où le retour à la normale des conditions financières serait plus lent à s'opérer. La Banque estime que, dans l'ensemble, les risques sont relativement équilibrés.

Dans ce contexte, la Banque a abaissé mardi son taux directeur de 50 points de base, lequel s'établit maintenant à 1 %, ce qui porte l'assouplissement monétaire cumulatif à 350 points de base depuis décembre 2007. Guidée par le régime de cibles d'inflation adopté par le Canada, la Banque continuera de suivre de près la situation économique et financière afin de déterminer dans quelle mesure une nouvelle détente monétaire sera nécessaire pour atteindre la cible d'inflation de 2 % à moyen terme. Un taux d'inflation bas, stable et prévisible représente la meilleure contribution que la politique monétaire puisse apporter à la croissance économique et la stabilité financière à long terme.